

RCS : ST BRIEUC

Code greffe : 2202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST BRIEUC atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 00216

Numéro SIREN : 511 008 732

Nom ou dénomination : J.M.M.

Ce dépôt a été enregistré le 10/03/2022 sous le numéro de dépôt 1834

JMM
Société à responsabilité limitée
au Capital de 25.000 Euros
Siège social : 22 boulevard Carnot
22000 SAINT BRIEUC
RCS SAINT BRIEUC 511 008 732

PROCES VERBAL DES DECISIONS COLLECTIVES
UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 3 MARS 2022

L'an deux mille vingt-deux,
Le 3 mars,

Les associés de la société JMM, société à responsabilité limitée au capital de 25.000 Euros, divisé en 2.500 parts sociales de 10 euros de valeur nominale chacune, et réparti comme suit :

IDENTITE	NOMBRE DE PARTS
Madame Sylvie MARZIN	1.250
Monsieur Olivier MARZIN	1.250
TOTAL	2.500

Se sont réunis au siège social, et ont pris les décisions suivantes.

Il est préalablement rappelé que conformément à l'article 17 des statuts de la société, « *la volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, d'ordinaires dans tous les autres cas. Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale, d'une consultation écrite des associés ou du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.* »

Les associés déclarent avoir disposé du temps suffisant pour prendre connaissance et conseil, et étudier les décisions et résolutions mises à l'ordre du jour, et avoir reçu toute l'information nécessaire à cet égard.

Les associés ont pris les décisions suivantes concernant l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR

- Approbation d'apports de titres à la Société, de leur évaluation et de leur rémunération ;
- Augmentation du capital social de 839.040 euros par la création et l'émission de 83.904 parts sociales nouvelle de 10 euros de valeur nominale attribuées aux apporteurs en rémunération de leurs apports de titres à la Société ;
- Conditions et modalités de l'augmentation de capital ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Questions diverses ;
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

Les associés, connaissance prise du contrat d'apport conclu sous conditions suspensives le 3 mars 2022 et du rapport du Cabinet AUDACC en date du 21 janvier 2022, déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de SAINT BRIEUC en date du 16 février 2022, aux termes duquel :

- **Monsieur Olivier MARZIN** apporte la pleine propriété des MILLE CENT QUATRE (1.104) parts sociales numérotées de 1 à 1.104, entièrement libérées, qu'il détient au sein de la société SETIB (SOCIETE D'ELECTRICITE TERTIAIRE, INDUSTRIE ET BATIMENT), société à responsabilité limitée au capital de 23.400 euros, dont le siège est situé à SAINT BRIEUC (22000), 22 boulevard Carnot et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT BRIEUC sous le numéro 432 387 199, représentant un apport d'une valeur nette de QUATRE CENT DIX NEUF MILLE CINQ CENT VINGT EUROS (419.520),
- **Madame Sylvie MARZIN** apporte la pleine propriété des MILLE CENT QUATRE (1.104) parts sociales numérotées de 1.237 à 2.340, entièrement libérées, qu'elle détient au sein de la société SETIB (SOCIETE D'ELECTRICITE TERTIAIRE, INDUSTRIE ET BATIMENT), société à responsabilité limitée au capital de 23.400 euros, dont le siège est situé à SAINT BRIEUC (22000), 22 boulevard Carnot et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT BRIEUC sous le numéro 432 387 199, représentant un apport d'une valeur nette de QUATRE CENT DIX NEUF MILLE CINQ CENT VINGT EUROS (419.520),

Acceptent et approuvent, à l'unanimité, dans toutes leurs dispositions les apports en nature relatés dans ledit acte, les évaluations faites, ainsi que la rémunération prévue, laquelle se traduira par l'attribution :

- à Monsieur Olivier MARZIN de QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX (41.952) PARTS SOCIALES numérotées de 44.453 à 86.404, d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, de la société JMM, portant jouissance à compter de ce jour,
- à Madame Sylvie MARZIN de QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX (41.952) PARTS SOCIALES numérotées de 2.501 à 44.452, d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, de la société JMM, portant jouissance à compter de ce jour.

DEUXIEME DECISION

Les associés, en conséquence de l'adoption de la décision qui précède, décident à l'unanimité, d'augmenter le capital social d'une somme de HUIT CENT TRENTE NEUF MILLE QUARANTE EUROS (839.040 euros) pour le porter de 25.000 euros à 864.040 euros par la création de 83.904 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales émises sont attribuées en totalité aux apporteurs en proportion de leur apport, savoir :

- à Monsieur Olivier MARZIN à concurrence de QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX (41.952) PARTS SOCIALES numérotées de 44.453 à 86.404,
- à Madame Sylvie MARZIN à concurrence de QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX (41.952) PARTS SOCIALES numérotées de 2.501 à 44.452.

Ces 83.904 parts sociales nouvelles, qui sont assujetties à toutes les dispositions statutaires, sont assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour et portent jouissance à compter de ce même jour.

BM² 557

TROISIEME DECISION

Les associés, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, décident à l'unanimité de modifier des articles 6 et 7 des statuts relatif aux « Apports – Formation du capital » et au « Capital », ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 6 – Apports – Formation du capital

..../...

2. Aux termes de décisions des associés en date du 3 mars 2022, le capital social a été augmenté d'une somme de HUIT CENT TRENTE NEUF MILLE QUARANTE EUROS (839.040 euros) par apport en nature de 2.208 parts sociales de la société SETIB SOCIETE D'ELECTRICITE TERTIAIRE, INDUSTRIE ET BATIMENT (RCS SAINT BRIEUC 432 387 199). Cet apport a été rémunéré par l'attribution à l'apporteur en proportion de son apport de 83.904 parts nouvelles émises par la société.

Le capital social a ainsi été porté à HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUARANTE EUROS (864.040 euros).

ARTICLE 7 - Capital

Le capital social est fixé à HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUARANTE EUROS (864.040 euros).

Il est divisé en QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE (86.404) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune portant les numéros 1 à 86.404, souscrites par les associés et attribuées à chacun d'entre eux dans la proportion de leurs apports respectifs, savoir :

Il est actuellement réparti comme suit :

- | | |
|--|-----------------------|
| ➤ Monsieur Olivier MARZIN
Numérotées de 1 à 1.250 et de 44.453 à 86.404 | 43.202 parts sociales |
| ➤ Madame Sylvie MARZIN
Numérotées de 1.251 à 44.452 | 43.202 parts sociales |

Total 86.404 parts sociales. »

QUATRIEME DECISION

Les associés donnent à l'unanimité tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités et effectuer tous dépôts.

Plus rien n'étant à délibérer, les associés décident que l'ordre du jour est clos. Les associés décident que les présentes décisions seront mentionnées au registre des délibérations.

Madame Sylvie MARZIN



Monsieur Olivier MARZIN



CONTRAT D'APPORT DE TITRES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Sylvie MARZIN, née MINIER,
Née le 28 mai 1959 à SAINT BRIEUC (22)
De nationalité française

ET

Monsieur Olivier MARZIN,
Né le 30 juin 1963 à SAINT BRIEUC (22)
De nationalité française

Mariés ensemble sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalablement à leur union, régime non modifié depuis ainsi que le déclare Monsieur Olivier MARZIN,
Demeurant ensemble à PLOUFRAGAN (22440), 1 rue du 19 mars 1962,

Ci-après dénommés "L'APPORTEUR" ou "LES APPORTEURS"
D'UNE PART

ET :

La Société JMM

Société à responsabilité limitée au capital de 25.000 Euros
Dont le siège social est situé à SAINT BRIEUC (22), 22 boulevard Carnot,
Immatriculée au RCS de SAINT BRIEUC sous le numéro 511 008 732,
Représentée aux présentes par Madame Sylve MARZIN et Monsieur Olivier MARZIN, gérants,

Ci-après dénommée "LA SOCIETE BENEFICIAIRE"
D'AUTRE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1. La société JMM est une Société à responsabilité limitée au capital de 25.000 Euros, divisé en 2.500 parts de 10 euros de valeur nominale, ayant pour objet social principal « *La prise de participations dans toutes sociétés et entreprises quelle que soient leur activité et forme juridique, la valorisation des titres de participations de sociétés acquises par l'exercice d'un contrôle direct ou indirect.* »

2. Les soussignés de première part sont propriétaires de 2.208 parts sociales sur les 2.340 parts sociales composant le capital de la société SETIB dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Dénomination :** SETIB (SOCIETE D'ELECTRICITE TERTIAIRE, INDUSTRIE ET BATIMENT)
- **Forme sociale :** Société à Responsabilité Limitée
- **Siège social :** 22 boulevard Carnot 22000 SAINT BRIEUC

07
51

- Immatriculée au **RCS DE SAINT BRIEUC** sous le numéro **432 387 199**
- **Etablissement principal** : 22 boulevard Carnot 22000 SAINT BRIEUC
- **Etablissement secondaire** : Néant
- **Objet** : Travaux d'électricité générale, courant faible, ventilation, chauffage électrique, isolation, ainsi que toutes études relatives aux activités de l'objet social
- **Activité** : Travaux d'installation électrique dans tous locaux – 43.21A
- **Historique** : La société SETIB a été constituée par acte sous seing privé en date à SAINT BRIEUC en date du 14 juin 2000 pour une durée de 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés en date du 1^{er} août 2000.
- **Capital social** : 23.400 euros, divisé en 2.340 parts sociales de 10 euros chacune, toutes de même valeur nominale, entièrement souscrites et libérées.

Il est actuellement réparti comme suit :

▪ Monsieur Olivier MARZIN Numérotées de 1 à 1.104	1.104 parts sociales
▪ La société JMM Numérotées de 1.105 à 1.236	132 parts sociales
▪ Madame Sylvie MARZIN Numérotées de 1.237 à 2.340	1.104 parts sociales

TOTAL :	2.340 parts sociales

- **Les gérants de la société** dont Madame Sylvie MARZIN et Monsieur Olivier MARZIN.
- **L'exercice social** commence le 1^{er} septembre et se termine le 31 août de l'année suivante, le dernier exercice ayant été clos le 31 août 2021.
- La société SETIB est soumise à l'impôt sur les sociétés.

La société SETIB n'a pas émis d'obligations, de certificats d'investissement ou d'autres valeurs mobilières donnant immédiatement ou de manière différée accès au capital.

3. Les soussignés de première part se proposent d'apporter à la société JMM, les DEUX MILLE DEUX CENT HUIT (2.208 parts sociales qu'ils détiennent en pleine propriété au sein de la société SETIB, moyennant l'attribution de parts sociales nouvelles au sein de la société JMM.

4. Ceci étant exposé, les soussignés ont convenu ce qui suit :

on
SS

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

I – APPORTS

I.1 - Monsieur Olivier MARZIN, soussigné de première part, apporte à la SOCIETE BENEFICIAIRE, qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, et plus particulièrement sous la condition suspensive stipulée ci-après, la pleine propriété des MILLE CENT QUATRE (1.104) parts sociales numérotées de 1 à 1.104, entièrement libérées, qu'il détient au sein de la société SETIB, décrite dans l'exposé ci-dessus.

I.2 – Madame Sylvie MARZIN, soussignée de première part, apporte à la SOCIETE BENEFICIAIRE, qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, et plus particulièrement sous la condition suspensive stipulée ci-après, la pleine propriété des MILLE CENT QUATRE (1.104) parts sociales numérotées de 1.237 à 2.340, entièrement libérées, qu'elle détient au sein de la société SETIB, décrite dans l'exposé ci-dessus.

II – VALORISATION DES APPORTS

La pleine propriété des DEUX MILLE DEUX CENT HUIT (2.208) parts sociales de la société SETIB, présentement apportées, a été évaluée à la somme de HUIT CENT TRENTE NEUF MILLE QUARANTE EUROS (839.040 euros), soit 380 euros par parts sociales.

La valeur a été fixée d'un commun accord entre les parties qui ont tenu compte des résultats de la société ainsi que de ses perspectives d'avenir.

Cette évaluation a fait l'objet d'un rapport établi le 21 janvier 2022 par la société AUDACC, Commissaire aux comptes régulièrement inscrit, désignée, conformément aux dispositions des articles L.223-33 et L.223-9 du Code de Commerce, par décisions collectives unanimes des associés de la société JMM en date du 26 janvier 2022.

Il est expressément stipulé que ledit apport est exclusif de la prise en charge de passif quelconque.

III – CHARGES ET CONDITIONS

L'apport de titres, objet des présentes, est consenti et accepté sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière et sous les charges et conditions suivantes :

1. La SOCIETE BENEFICIAIRE sera propriétaire des DEUX MILLE DEUX CENT HUIT (2.208) parts sociales de la société SETIB ci-dessus décrite à compter de l'approbation du présent apport par une décision des associés de la société JMM, SOCIETE BENEFICIAIRE. Elle en aura la jouissance à compter de cette même date.

La SOCIETE BENEFICIAIRE aura seule droit aux bénéfices attachés aux parts sociales ainsi apportées à compter du jour de la décision de l'associée unique ayant approuvé le présent apport.

La SOCIETE BENEFICIAIRE devra se conformer aux stipulations des statuts de la société SETIB ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associé de ladite société. Elle bénéficiera en contrepartie de tous les avantages conférés aux associés par le pacte social.

2. L'APPORTEUR déclare que les parts sociales apportées sont intégralement libérées ; elles ne sont grevées d'aucun gage, nantissement ou clause d'inaliénabilité quelconque.

OM
SM

3. D'une manière générale, la société JMM, SOCIETE BENEFICIAIRE de l'apport, sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'APPORTEUR attachés aux parts sociales apportées.

4. Dès la réalisation définitive de l'apport, la SOCIETE BENEFICIAIRE sera seule habilitée, aux lieu et place des APPORTEURS, à effectuer toute opération relative à la propriété des parts sociales apportées ou en résultant, sauf à requérir, en cas de besoin, l'assistance des APPORTEURS.

5. Les APPORTEURS apporteront à la SOCIETE BENEFICIAIRE tous les concours et signatures nécessaires pour réaliser le transfert des biens et droits apportés, notamment par la remise de toutes instructions et l'accomplissement de toutes formalités.

IV – REMUNERATION

Les apports nets décrits ci-dessus, évalués à la somme de HUIT CENT TRENTE NEUF MILLE QUARANTE EUROS (839.040 euros), sont consentis et acceptés moyennant l'attribution aux APPORTEURS de 83.904 parts sociales numérotées de 2.501 à 86.404 de la SOCIETE BENEFICIAIRE, à savoir :

- Attribution à Madame Sylvie MARZIN de QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX (41.952) PARTS SOCIALES numérotées de 2.501 à 44.452,

- Attribution à Monsieur Olivier MARZIN de QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX (41.952) PARTS SOCIALES numérotées de 44.453 à 86.404,

étant précisé que la valeur nominale desdites parts sociales est de 10 Euros chacune, entièrement libérées.

Il est précisé, en tant que de besoin que les apporteurs bénéficient du régime de report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts.

V – CONDITIONS SUSPENSIVES – REALISATION DEFINITIVE DE L'APPORT

La présente convention produira ses effets dès lors que :

- Le présent apport aura été approuvé par les associés de la société SETIB, étant précisé que la société JMM, SOCIETE BENEFICIAIRE est associée au sein de la société SETIB,
- le présent apport aura été approuvé par les associés de la société JMM, SOCIETE BENEFICIAIRE, avec toutes ses conséquences, ces derniers devant décider l'augmentation corrélative du capital social et constater sa réalisation.

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes des procès-verbaux des décisions des associés de la Société JMM et des décisions des associés de la société SETIB.

A défaut de réalisation de cette condition suspensive de l'apport au plus tard le 15 mars 2022, la présente convention sera caduque et non avenue sans aucune indemnité de part et d'autre.

on
JST

VI – ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts sociales présentement apportées appartiennent :

- à Monsieur Olivier MARZIN en toute propriété :
 1. A hauteur de 385 parts sociales pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société (étant précisé que les statuts ne mentionnent pas la numérotation desdites parts)
 2. A hauteur de 200 parts sociales pour les avoir reçues dans le cadre d'une augmentation de capital en date du 16 décembre 2002 (étant précisé que les statuts ne mentionnent pas la numérotation desdites parts)
 3. A hauteur de 519 parts sociales pour les avoir acquis de Monsieur Thierry PARENT par acte sous seing privé en date à SAINT BRIEUC du 30 décembre 2003

- A Madame Sylvie MARZIN en toute propriété :
 1. A hauteur de 385 parts sociales pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué dans le cadre d'une augmentation de capital en date du 10 décembre 2001 (étant précisé que les statuts ne mentionnent pas la numérotation desdites parts)
 2. A hauteur de 200 parts sociales pour les avoir reçues dans le cadre d'une augmentation de capital en date du 16 décembre 2002 pour les parts numérotées de 501 à 1.220 (étant précisé que les statuts ne mentionnent pas la numérotation desdites parts)
 3. A hauteur de 519 parts sociales pour les avoir acquis de Madame Françoise PARENT par acte sous seing privé en date à SAINT BRIEUC du 30 décembre 2003

VII – DECLARATIONS DIVERSES

Chaque APPORTEUR déclare que :

- Ses caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile et état civil, sont exactes,
- Il n'est concerné par aucune des mesures de protection légale des incapables, sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure,
- Les parts sociales, objet du présent apport, sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à l'apport, anéantir ou réduire les droits de la SOCIETE BENEFICIAIRE,
- La société SETIB n'est pas en cessation de paiement, ni n'a fait l'objet d'une procédure collective.

VIII – FISCALITE

1. Droits d'enregistrement

Le présent apport, étant effectué à titre pur et simple, est exonéré de droits d'enregistrement, conformément à l'article 810 bis alinéa 1 du Code Général des Impôts.

2. Report d'imposition

Il est précisé, en tant que de besoin, que l'APPORTEUR demande à bénéficier du régime de report d'imposition prévu à l'article 150-O B ter du Code Général des Impôts, la SOCIETE BENEFICIAIRE étant soumise à l'impôt sur les sociétés, les titres remis en contrepartie des apports étant des droits sociaux représentatifs d'une quotité du capital de la SOCIETE BENEFICIAIRE en conférant la majorité des droits de vote de la SOCIETE BENEFICIAIRE à l'APPORTEUR.

on 5/11

IX - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront à la charge de la SOCIETE BENEFICIAIRE, qui s'y oblige.

X - ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés font élection de domicile en leurs domicile et siège social respectifs, tels qu'indiqués en tête des présentes.

XI – AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Fait à RENNES
Le 3 mars 2022
En QUATRE (4) exemplaires originaux.

LES APPORTEURS

Madame Sylvie MARZIN



Monsieur Olivier MARZIN

**LA SOCIETE BENEFICIAIRE**

**Pour la société JMM
Madame Sylvie MARZIN et Monsieur Olivier MARZIN**



JMM
Société à responsabilité limitée
au Capital de 864.040 Euros
Siège social : 22 boulevard Carnot
22000 SAINT BRIEUC
RCS SAINT BRIEUC 511 008 732

STATUTS

Mis à jour par décisions des associés en date du 3 mars 2022
Certifié conforme
Les gérants



STATUTS

Les soussignés

. Monsieur Olivier MARZIN, né le 30 juin 1963 à SAINT BRIEUC (22), de nationalité française,

. Madame Sylvie MINIER épouse MARZIN, née le 28 Mai 1959 à SAINT BRIEUC (22), de nationalité française,

Demeurant ensemble au lieudit 1 rue du 19 Mars 1962 à PLOUFRAGAN (22440)

Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'ils sont convenus d'instituer.

Titre I - Forme - Objet - Dénomination - Durée - Exercice social - Siège

Article 1 - Forme

Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois en vigueur, notamment par les dispositions du Livre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La prise de participations dans toutes sociétés et entreprises quelles que soient leur activité et forme juridique, la valorisation des titres de participations de sociétés acquises par l'exercice d'un contrôle direct ou indirect ;

- la réalisation de toutes prestations de services en matière technique, financière, administrative et informatique et la gestion et l'administration de tous biens meubles ou immeubles, toutes prestations de services à ses filiales ou à des entreprises liées, afin de permettre leur contrôle ou leur gestion, l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières ou immobilières, directement ou indirectement, toutes opérations d'études, de recherches, liées aux activités exercées par ses filiales ;

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 – Dénomination

La dénomination de la Société est : J.M.M.

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société à Responsabilité Limitée* » ou des initiales « *S.A.R.L.* » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Durée de la Société - Exercice social

1) La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2) L'année sociale commence le 1^{er} Septembre et finit le 31 Août.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Août 2009.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

Article 5 - Siège social

Le siège de la Société est fixé à : 22 boulevard Carnot – 22000 SAINT BRIEUC.

Il peut être transféré en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La Gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

Titre II - Apports - Capital social - Parts sociales

Article 6 - Apports - Formation du capital

Toutes les parts sociales d'origine représentent des apports en numéraire et sont libérées intégralement de leur valeur nominale.

. **Monsieur Olivier MARZIN**

apporte à la Société en numéraire une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS euros,

ci : 12 500 euros

. **Madame Sylvie MINIER épouse MARZIN**

apporte à la Société en numéraire une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS euros,

ci : 12 500 euros

Soit ensemble, la somme totale de VINGT CINQ MILLE euros,

ci : **25 000 euros**

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de euros a été dès avant ce jour, déposée à la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST, Agence de SAINT BRIEUC CENTRE, à un compte ouvert au nom de la Société en formation, sous le numéro 01021672696. Elle sera retirée par la Gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Aux termes de décisions des associés en date du 3 mars 2022, le capital social a été augmenté d'une somme de HUIT CENT TRENTE NEUF MILLE QUARANTE EUROS (839.040 euros) par apport en nature de 2.208 parts sociales de la société SETIB SOCIETE D'ELECTRICITE TERTIAIRE, INDUSTRIE ET BATIMENT (RCS SAINT BRIEUC 432 387 199). Cet apport a été rémunéré par l'attribution à l'apporteur en proportion de son apport de 83.904 parts nouvelles émises par la société.

Le capital social a ainsi été porté à HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUARANTE EUROS (864.040 euros).

ARTICLE 7 - Capital

Le capital social est fixé à HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUARANTE EUROS (864.040 euros).

Il est divisé en QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE (86.404) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune portant les numéros 1 à 86.404, souscrites par les associés et attribuées à chacun d'entre eux dans la proportion de leurs apports respectifs, savoir :

Il est actuellement réparti comme suit :

- | | |
|--|-----------------------|
| ➤ Monsieur Olivier MARZIN
Numérotées de 1 à 1.250 et de 44.453 à 86.404 | 43.202 parts sociales |
| ➤ Madame Sylvie MARZIN
Numérotées de 1.251 à 44.452 | 43.202 parts sociales |

Total

86.404 parts sociales.

Article 8 - Augmentation et réduction de capital

1) Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

En cas d'augmentation de capital en numéraire et de création de parts sociales nouvelles, celles-ci doivent être intégralement libérées.

Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélatrice des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête d'un Gérant.

2) Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3) Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Article 9 - Parts sociales

1) Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2) Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Toutefois, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire aux Apports ou lorsque la valeur retenue pour lesdits apports est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

En cas d'augmentation du capital, les Gérants et les souscripteurs sont solidairement responsables, pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3) Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent, par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

4) La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

Article 10 - Cession et transmission des parts sociales

1 - Transmission entre vifs

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés, entre ascendants et descendants, et entre conjoints.

Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à des tiers étrangers à la Société, lorsque la Société comporte plus d'un associé, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, cette majorité étant, en outre, déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la Gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la Gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société.

Ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande du Gérant, sans pouvoir excéder six mois, par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Le cédant peut, à tout moment, signifier à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la Société par Ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la Gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la Société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la Société spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession.

A cet acte qui relate la procédure suivie sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2346 du Code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la Société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la Société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la Gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lors de la délibération sur cet agrément, le conjoint associé ne prend pas part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

En cas de refus d'agrément, notifié au conjoint dans les trois mois de sa demande, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

L'absence de notification dans le délai de trois mois emporte agrément du conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par acte extrajudiciaire.

Toutes notifications émanant du conjoint ou de la Société dans le cadre de la procédure prévue au présent article doivent généralement être effectuées par acte extrajudiciaire.

3 - Transmission par décès

Les parts sociales sont transmises librement par succession au profit du conjoint ou des héritiers de l'associé prédécédé comme au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé.

Si le nombre de parts à transmettre est tel que la majorité requise pour l'agrément ne peut être réunie, il appartiendra aux associés survivants de solliciter en référé auprès du Tribunal de commerce la désignation d'un mandataire chargé de voter en lieu et place de l'associé décédé.

Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la Gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément.

Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé.

S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 9, paragraphe 3, des présents statuts.

Tout acte de partage est valablement notifié à la Société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit doit notifier à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Dans l'un et l'autre cas, si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu du siège social de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage.

Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la Société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Lorsque la Société continue avec les seuls associés survivants et que l'agrément a été refusé aux héritiers, les associés ou la Société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou des héritiers ou ayants droit non agréés ; il est fait application des dispositions des alinéas 5, 6, 7 et 9 du paragraphe 1^{er} ci-dessus, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant.

Si aucune des solutions prévues à ces alinéas n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

4 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, aucun agrément n'est exigé du conjoint survivant et des héritiers en ligne directe ; tout autre héritier doit être agréé conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues au paragraphe 1^{er} ci-dessus.

A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

Article 10 bis - Location de parts sociales

Les parts de la Société peuvent être données à bail au profit d'une personne physique.

A peine de nullité, les parts louées ne peuvent faire l'objet d'une sous-location.

Lorsque la Société fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application du titre III du Livre VI du Code de commerce, la location de ses parts sociales ne peut intervenir que dans les conditions fixées par le tribunal ayant ouvert cette procédure. Le contrat de bail est constaté par un acte authentique ou sous seing privé soumis à la procédure de l'enregistrement.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié ou être accepté par elle dans un acte notarié dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil. La location n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés. La délivrance des parts est réalisée à la date à laquelle sont inscrits dans les statuts de la Société, à côté du nom de l'associé, la mention du bail et le nom du locataire.

Les parts louées font l'objet d'une évaluation en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. Cette évaluation est effectuée sur la base de critères tirés des comptes sociaux. Elle est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Les dispositions légales ainsi que celles contenues à l'article 10 des présents statuts prévoyant l'agrément du cessionnaire sont applicables, dans les mêmes conditions, au locataire.

Le droit de vote attaché à la part sociale louée appartient au bailleur lors des décisions collectives concernant la modification des statuts ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts sociales louées, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Pour l'application des dispositions du Livre IV du Code de commerce, le bailleur et le locataire sont considérés comme détenteurs de parts sociales.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial.

En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans les statuts. Tout intéressé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, d'enjoindre sous astreinte au Gérant de la Société, en cas de signification ou d'arrivée à terme d'un contrat de bail portant sur des parts sociales de la Société, de modifier les statuts et de convoquer la collectivité des associés à cette fin.

Le Gérant peut inscrire ou supprimer dans les statuts la mention du bail et du nom du locataire à côté du nom du bailleur, sous réserve de ratification de cette décision par la collectivité des associés prise dans les conditions de l'article 18 des présents statuts.

Article 11 - Décès - Interdiction - Faillite d'un associé

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

Titre III - Administration - Contrôle

Article 12 - Nomination des Gérants

La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Au cours de la vie sociale, les Gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 13 - Pouvoirs des Gérants

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Il peut procéder à la mise en harmonie des statuts avec toutes dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par une décision des associés représentant plus des trois quarts des parts sociales.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de Sociétés et tous apports à des Sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces Sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

Article 14 - Obligations et responsabilité des Gérants

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et, sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux Sociétés à Responsabilité Limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Article 15 - Cessation de fonctions

Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 17 ci-après.

En cas de cessation de fonctions par le Gérant unique pour cause de décès, tout associé et le Commissaire aux Comptes peuvent convoquer l'Assemblée à seule fin de procéder à son remplacement.

Article 16 - Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

Titre IV - Décisions des associés

Article 17 - Décisions collectives - Formes et modalités

1) La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2) Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale, d'une consultation écrite des associés ou du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

3) Toute Assemblée Générale est convoquée par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la date de réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'Assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée est présidée par l'un des Gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'Assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'Assemblée est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les Gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Dans le cas où il n'est pas établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

4) En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5) Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.

6) Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

7) Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux ainsi que des actes de décision unanime des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Article 18 - Décisions collectives ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité absolue des parts sociales est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un Gérant.

Article 19 - Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, apporter aux statuts toutes modifications permises par la loi. Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la Société en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile ;
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ou d'autoriser le nantissement des parts ;
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes modifications statutaires, l'Assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce *quorum* la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Article 20 - Droit de communication et d'intervention des associés

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en Assemblée Générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents visés à l'article L. 223-26 du Code de commerce et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause. La consultation ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi de ces documents.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non Gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse écrite du Gérant qui doit intervenir dans le délai d'un mois est communiquée au Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

La forme de sa désignation et les conditions d'exercice de sa mission sont fixées par la loi et les règlements.

Chaque associé dispose, en outre, d'un droit de communication permanent ; l'étendue de ce droit et les modalités de son exercice résultent des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 21 - Conventions entre la Société et ses associés ou Gérants

1) Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la Gérance ou, s'il en existe un, du Commissaire aux Comptes, à l'Assemblée annuelle.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2) Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

3) A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou associés autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Titre V - Affectation des résultats - Répartition des bénéfices

Article 22 - Arrêté des comptes sociaux

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, si à la clôture de l'exercice social, la Société répond à l'un des critères définis à l'article R. 232-2 du Code de commerce, le Gérant doit établir les documents comptables prévisionnels et rapports d'analyse, dans les conditions et selon la périodicité prévues par le Code de commerce.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées, et éventuellement le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Gérant sera tenu de répondre au cours de l'Assemblée.

Ces mêmes documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'Assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

De même, le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce doit être établi et déposé au siège social quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Article 23 - Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la loi.

Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 24 - Dividendes - Paiement

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Titre VI - Prorogation - Transformation - Dissolution - Liquidation

Article 25 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Article 26 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou l'autre des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

Article 27 - Transformation

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile exige l'unanimité des associés.

La décision de transformation en Société Anonyme ou en Société par actions simplifiée est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la loi. Le Commissaire à la Transformation est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, ou par décision unanime des associés.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 28 - Dissolution - Liquidation

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

S.A.M.
en

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas de dissolution, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

La mention « *Société en liquidation* » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au *pro rata* du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé et que celui-ci est une personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 29 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à la procédure d'arbitrage. Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'Ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours. Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Titre VII - Personnalité morale - Formalités constitutives

Article 30 - Jouissance de la personnalité morale

- 1) La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
- 2) Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la Société en formation, par Monsieur Olivier MARZIN ou Madame Sylvie MINIER épouse MARZIN, tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé, avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3) La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.